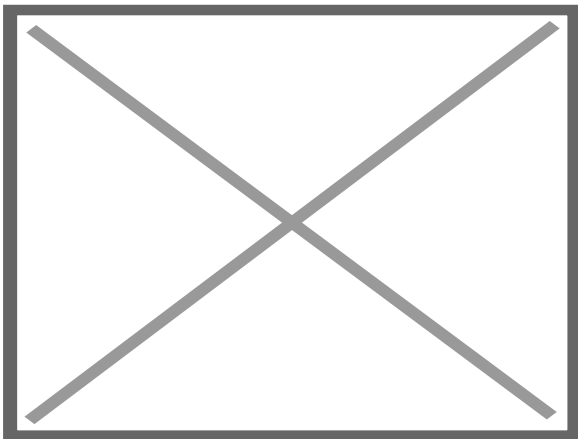


Le gouvernement d'Israël torture les enfants palestiniens en les maintenant dans des cages, affirme un groupe de défense des droits de l'homme

Description

1^{er} janvier 2014 à The Independent



L'ONG a demandé que la définition de la torture par Israël soit revue, après que des enfants eurent été maintenus dans des enclos dehors pendant l'hiver, en une pratique qui est poursuivie durant des mois.

Une organisation israélienne des droits de l'homme accuse le gouvernement de tortures contre les enfants palestiniens après qu'il lui eut apparu que certains enfants avaient été gardés dans des cages à l'extérieur pendant l'hiver.

Le Comité public contre la torture en Israël (PCATI) a publié un rapport qui révèle que des enfants soupçonnés de délits mineurs étaient soumis à une « mise en cage publique », à des menaces et à des violences sexuelles ainsi qu'à des procès militaires sans la présence d'un représentant légal.

Ce rapport survient alors que la Commission parlementaire des pétitions a organisé une audition pour débattre de la question, laquelle, pour le PCATI, doit être traitée par un changement de législation.

Le Bureau du Défenseur public du pays (PDO) a récemment publié des détails sur une visite particulièrement choquante de ses avocats dans un centre de détention.

« Durant leur visite, qui a eu lieu durant une violente tempête qui frappait l'État, nos avocats ont rencontré des détenus qui leur ont décrit une image choquante : dans le milieu de la nuit, des dizaines de détenus ont été transférés au dehors dans des cages de fer, montées à l'extérieur du centre de transit du service pénitentiaire israélien à Ramla, » a écrit PDO sur son site.

« Il s'avère que cette procédure, en vertu de laquelle les prisonniers attendaient à l'extérieur dans des cages, a duré pendant plusieurs mois, et elle a été viciée par d'autres officiels. »

Selon le *Jerusalem Post*, la ministre de la Justice Tzipi Livni a demandé que cesse la pratique de maintenir des enfants dans des cages dès qu'elle en a eu connaissance, et le service pénitentiaire a publié une déclaration affirmant que la situation s'était améliorée après la « critique ».

Le PCATI a affirmé que cela ne suffisait pas, et il a réclamé que le seuil relativement haut du pays pour classer les « actes de mauvais traitement » soit abaissé dans le cas des enfants.

Leur rapport fait valoir : « La torture est un moyen pour attaquer les modes fondamentaux du fonctionnement psychologique et social d'une personne » tels que stipulés dans le Protocole d'Istanbul. En outre, « la torture peut avoir un impact sur l'enfant directement ou indirectement. L'impact peut se produire parce que l'enfant a été torturé ou détenu, par la torture de ses parents ou de membres proches de sa famille ou pour avoir assisté à des tortures. »

Il indique que les faits à Ramla ne sont juste qu'un exemple d'une vaste gamme des mauvais traitements qui sont infligés.

Hier, la Commission de la Knesset a déclaré que la législation israélienne en sa forme actuelle avait été violée par la manière de l'arrestation et les conditions de la détention des enfants palestiniens, rapporte le *Post*.

La Commission a également marqué son désaccord avec le fait que le gouvernement ait semblé ne pas tenir de dossiers sur la fréquence ou la portée des pratiques contestées, comme les arrestations de minuit.

Le PCATI cite des chiffres de la section Palestine de l'organisation militante Défense des Enfants International, disant : « Dans leur majorité, les enfants palestiniens détenus sont accusés d'avoir lancé des pierres, et 74 % ont fait l'objet de violences physiques durant leur arrestation, transfert ou interrogatoire. »

Il indique qu'Israël est le seul pays à engager des poursuites systématiquement contre les enfants devant les tribunaux militaires, et d'ajouter qu'« aucun enfant israélien n'a le moindre rapport avec le système judiciaire militaire ».

The Independent : <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/israel-government-tortures-palestinian-children-by-keeping-them-in-cages-human-rights-group-says-9032826.html>

traduction : JPP pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2014/01/04